

# **DE GUTENBERG À BILL GATES : LES ENJEUX DE LA SOCIÉTÉ DE L'INFORMATION POUR LES MOUVEMENTS SOCIAUX NOTAMMENT CELUI DES FEMMES AU QUÉBEC.**

**Sylvie JOCHEMS**

Professeure à l'école de travail social, UQÀM

Montréal, Québec

[jochems.sylvie@uqam.ca](mailto:jochems.sylvie@uqam.ca)

## **Introduction**

Si l'imprimerie et les techniques de navigation furent des innovations emblématiques de la sortie du Moyen-Âge, les technologies de l'information et de communication (TIC) font maintenant l'objet d'une révolution paradigmatique aussi éloquente (Mattelart, 2000; Lafontaine, 2004). Plus que jamais dans l'histoire de l'humanité, l'information devient la pierre angulaire du mode de développement des sociétés, voire même du monde (Castells, 1998; UNESCO, 2005). Ainsi certains acteurs sociaux tentent-ils de faire reconnaître la fracture numérique, celle qui met en lumière l'écart entre les infos-riches et les infos-pauvres, comme l'un des problèmes sociaux caractéristiques du troisième millénaire (Wolton, 2002; Guichard, 2002; 2003; Raboy et Landry, 2004; Camacho, 2006). Or, que deviendront les métiers du social si ses acteurs n'y prêtent pas suffisamment d'attention? Vers où, alors, pourraient-ils choisir de se diriger? (Bouchard, 2001; Conseil supérieur du travail social, 2001).

Cela dit, force est de constater que l'ère informationnelle est un thème peu ou prou abordé dans les salles de classe. Pourtant, les intervenantes du social sont déjà confrontées à ces dilemmes éthiques et politiques dans leurs pratiques sociales : l'information comme instrument de pouvoir et enjeu démocratique dans les organisations; l'accès aux TIC et à l'information comme condition d'accès à la citoyenneté (voir programmes sociaux).

Cette communication a donc pour objectif d'illustrer les défis auxquels des intervenantes sociales (de groupes et regroupements de femmes du Québec) sont confrontées alors qu'elles y sont peu préparées et outillées. Nous nous basons sur les conclusions d'une recherche-action sur les pratiques informationnelles des groupes locaux et regroupements nationaux de femmes du

Québec membres du *Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine* (CDÉACF). Nous examinerons les réflexions collectives et le plan d'action (2005-2008) au regard des propositions paradigmatiques qui ont cours dans la littérature sur l'appropriation des TIC par les mouvements sociaux pour faire face à cette fracture informationnelle notamment numérique (Kuhn, 1983; Millerand, 1998; 1999; Ambrosi, Peugeot et Pimienta, 2005). Nous proposerons ainsi quelques pistes de réflexion qui alimenteront, nous l'espérons, les cursus de cours et les programmes de formation en travail social.

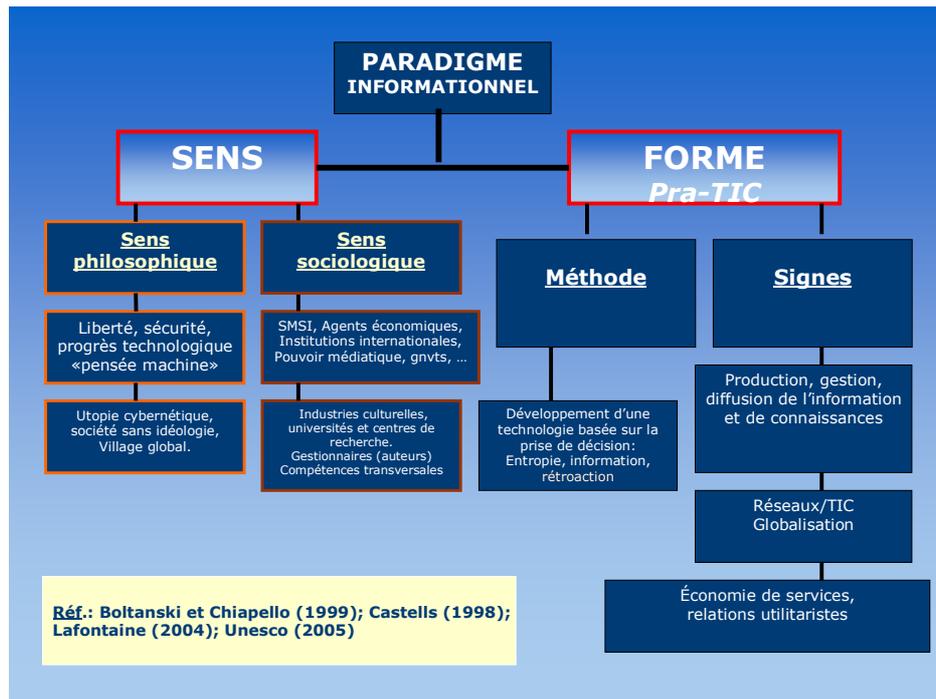
## **Problématique**

Le problème sur lequel nous vous entretenons est celui de la logique cybernéticienne qui semble faire son entrée en travail social sans qu'elle fasse l'objet d'une analyse systématique et critique dans le cursus des cours. La cybernétique est cette science du contrôle et de la communication mise de l'avant par Norbert Wiener en 1948. Céline Lafontaine, qui a dépoussiéré une épaisse littérature laissée à l'abandon, nous démontre que la cybernétique a eu des échos significatifs dans plusieurs disciplines sociales et humaines. Ironiquement, c'est entre autres à Namur que ces idées ont pris leur envol dans la communauté scientifique :

«De la psychologie à l'automation en passant par la médecine, le droit ou l'histoire de l'art, des questions techniques aux réflexions philosophiques, toutes les disciplines semblent y avoir, d'une façon ou d'une autre, convergé [vers des congrès internationaux tels que celui de Namur en 1961]» (Lafontaine, 2004, p. 24).

Le paradigme informationnel, qu'on nomme aussi cybernétique, est un paradigme américain né de l'après-guerre et adopté en Europe à travers le structuralisme (Lafontaine, 2004, p. 86). Il faut d'abord comprendre que l'intention cybernétique, dans ce contexte d'après-guerre mondiale et à l'aube de la guerre froide, est de «suppléer aux faiblesses humaines en créant une machine capable de contrôler, de prévoir et de gouverner» (Lafontaine, 2004, p. 40,41). La cybernétique est cette science du contrôle et de la communication régie par trois concepts définisseurs : l'entropie, l'information et la rétroaction. Elle incarne une profonde motivation à assurer une sécurité certaine à l'humanité. Mais paradoxalement, c'est bien d'un anti-humanisme dont il est question. L'appareil militaire s'ingénie à déshumaniser l'ennemi, à prévoir et à décoder leurs tactiques. Ainsi, la «communication devient la problématique centrale [de la recherche militaire] et le soldat l'archétype du cyborg» (Lafontaine, 2004, p. 35,36).

Selon Céline Lafontaine (2004, p.23), comprendre le paradigme cybernétique permet justement de «comprendre la nature des mutations technologiques et culturelles en cours». Par conséquent, il mérite qu'on accorde une attention particulière à ses modalités de réalisation puisque cette promesse d'un monde meilleur, cybernétique en l'occurrence, s'incarne aujourd'hui en la société de l'information.



La société de l'information fait référence à ces progrès technologiques que nous avons connus à l'aube du 3<sup>e</sup> millénaire (UNESCO, 2005, p.17). En fait, Daniel Bell est réputé avoir mis de l'avant cette idée d'une société postindustrielle, qu'Alain Touraine nomme «société programmée» où se développe le rêve cybernétique. Bell rêve plus précisément d'une société sans idéologie, où la pensée serait réduite à sa plus simple expression afin de minimiser les risques de l'imprévisible auxquels le jugement intuitif nous soumet. Cette société serait alors basée sur une économie de services (voilà pourquoi elle est dite «postindustrielle») où l'information est la matière première du pouvoir scientifique et technologique :

Une société soumise à une quintuple mutation : le déplacement de la composante économique principale (passage d'une économie de production à une économie de service) ; le glissement dans la structure des emplois (prééminence de la classe professionnelle et technique) ; la nouvelle centralité acquise par le savoir théorique comme source de l'innovation et de la formulation de politiques publiques ; la nécessité de baliser le futur en l'anticipant ; l'essor d'une nouvelle technologie intellectuelle tournée vers la prise de décision (Mattelart, 2001, p. 55,56)

Les organisateurs du premier Sommet mondial de la société de l'information (SMSI) considéraient d'ailleurs la révolution numérique comme une troisième révolution industrielle (Raboy et Landry, 2004, p.156). Les médias et les TIC constituent alors pour la majorité des auteurs une infrastructure essentielle à la mondialisation. Serge Proulx l'explique par la triple évolution de ces techniques : la numérisation des signaux; la convergence de l'informatique, des télécommunications et de l'audiovisuel; et, l'émergence et la dissémination des dispositifs d'interactivité tant au niveau de la production-crédation des contenus qu'à celui du design des interfaces (humain/ordinateurs) (Jauréguiberry et Proulx, 2002, p.16).

Proulx souligne que les médias et les TIC ont un triple rôle dans le processus de mondialisation. Premièrement, ils constituent un mécanisme essentiel de la mondialisation économique i.e. qu'ils jouent un rôle fondamental dans les processus d'échange instantané et de diffusion planétaire en temps réel des données économiques et de la monnaie électronique qui assurent le fonctionnement quotidien des transnationales, la construction de l'interdépendance économique entre les Etats et la globalisation financière entre les différentes régions de la planète. L'économie-monde d'aujourd'hui est alors devenue l'économie capitaliste globalisée. Deuxièmement, les médias en tant que véhicules de contenus jouent un rôle capital dans la promotion de l'idéologie libérale globalitaire à partir des foyers privilégiés de diffusion que constituent d'une part, les grands Etats dominants de la Triade (Union européenne, Amérique du Nord et Asie) et d'autre part, les grandes entreprises transnationales. Troisièmement, il s'agit de l'hypothèse selon laquelle les nouveaux réseaux de communication participent à l'invention possible de nouvelles formes de solidarité citoyenne. Donc les nouveaux réseaux numériques (et en particulier, les dispositifs, protocoles et réseaux réunis sous l'appellation Internet) ont un rôle «politiquement vital» et peuvent jouer dans la dynamique de développement des forces sociales du changement (*Ibid*, p.16-18). À titre d'exemples, et afin d'éviter que cela ne tombe dans l'oubli, il est important de rappeler que des causes comme celles des Zapatistes, des manifestants

de la Place Tiananmen mais aussi des mobilisations telles que celles de Seattle en 1999 et le premier Forum social mondial à Porto Alegre en 2001 n'auraient pu passer à l'histoire sans l'utilisation sociopolitique d'Internet.

## Recherche-action

Cependant, plusieurs acteurs sociaux de la société civile considèrent que le droit à l'information est un droit humain qui doit mener au droit d'accéder à l'information, de la produire et de la diffuser:

« Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit. » (Article 19, *Déclaration universelle des droits de l'homme*).



## 2.2 Origine de la recherche-action

- **Après 10 ans... Résolution à l'AGA du CDÉACF:**



- «Développer un modèle de service et d'intervention en matière d'information et de documentation qui favorise un espace permanent d'expression pour répondre aux besoins des groupes de femmes»

Préoccupé par ce droit fondamental, le CDÉACF<sup>1</sup> a réalisé depuis les 10 dernières années des projets en matière de condition féminine qui sont surtout axés sur les TIC<sup>2</sup> : le développement du réseau électronique NetFemmes, par le biais de listes de discussion et d'un site Web ; le soutien aux groupes de femmes pour favoriser l'accès aux équipements informatiques ; la formation pour outiller les groupes dans leur appropriation des TIC ; l'hébergement de sites Web ; la mise en ligne de répertoires ; le développement de formations en ligne, la numérisation de la documentation féministe produite par les groupes, et plus encore. Plus récemment, le CDÉACF a jeté les bases d'un partenariat<sup>3</sup> à l'été 2005 pour la réalisation d'une recherche-action sur les pratiques informationnelles de ses 60 groupes de femmes membres. Un comité consultatif a été formé peu de temps après. Son rôle était de suivre l'évolution du projet, d'alimenter la professeure et la coordonnatrice du projet et de donner des conseils sur la réalisation des différentes étapes. Mais surtout, le comité consultatif était aussi constitué de déléguées de cinq organisations féministes membres ou alliées du CDÉACF : la Fédération de ressources d'hébergement pour femmes violentées et en difficulté du Québec (FRHFVDQ), la Fédération du Québec pour le planning des naissances (FQPN), Relais-femmes, le Groupe des 13, et Femmes et Pouvoir de la MRC du Granit. La responsable du développement des collections du CDÉACF, Mme Julie Leclair, s'est jointe au comité à titre de bibliothécaire professionnelle. En concertation avec la direction du CDÉACF, le comité consultatif a défini le but de la recherche-action de la façon suivante : « Développer un modèle de service et d'intervention en matière d'information et de documentation qui favorise un espace permanent d'expression pour répondre aux besoins des groupes de femmes (principalement, mais pas exclusivement, les membres du CDÉACF) ». Voici succinctement les principaux résultats de cette recherche-action.

---

<sup>1</sup> CDÉACF : Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine [ <http://www.cdeacf.ca/> ]

<sup>2</sup> TIC= Technologies de l'information et de communication.

<sup>3</sup> Ce partenariat a été financé et soutenu par : le CDÉACF, le protocole UQAM/Relais-Femmes (Services aux collectivités), le conseil de l'IREF et le programme «projets ciblés» de la Faculté des sciences humaines de l'UQAM. Il était représenté par Mme Macnaughton-Osler, agente des projets NetFemmes, qui s'est allié à une professeure de l'École de travail social à l'UQAM, Sylvie Jochems, assistée de Marie-Claude Laberge alors étudiante de 2<sup>e</sup> cycle en travail social. Page et Blogue disponibles à : [ <http://netfemmes.cdeacf.ca/pratinfos/index.php> ]

## Résultats

### 4.1 Comment garder le cap sans se noyer dans la mer de l'information

- **Les enjeux pour les groupes de femmes**
  - Contribuer à l'autonomie des citoyens et des citoyennes
  - Et vive la démocratie en ligne... mais pas n'importe comment !
  - Contre le sexisme et le discours masculiniste anti-féministe diffusé sur Internet
  - Faire passer nos messages féministes dans les médias
- **Des conditions préalables**
  - Exploiter Internet comme moyen de mobilisation féministe
  - L'éducation à la citoyenneté et à la pensée critique
  - Se donner du temps pour analyser
  - Des ressources financières et de la formation pour réaliser des analyses collectives
  - Des ressources humaines pour mieux gérer l'information
  - Développer des habiletés de communication pour se donner de la crédibilité
  - Mandater les regroupements nationaux
  - Créer des alliances pour analyser collectivement et diffuser nos positions

#### 1. Surfer sur la mer de l'information : des enjeux pour les groupes de femmes

D'abord, le point marquant de cette recherche est que 17 répondantes sur 20 affirment que les travailleuses de leur organisme vivent le phénomène de la surabondance de l'information. Elles décrivent ce phénomène par la trop grande quantité d'information et de documentation qui affluent dans leur travail. Bien qu'elles déplorent l'absence de pré traitement de l'information pour une meilleure diffusion dans leurs réseaux d'information, plusieurs participantes aux groupes de discussion admettent qu'il est difficile de prioriser l'information au regard de leurs fonctions et leurs missions sociales respectives. Elles ont souvent insisté dans les groupes de discussion sur le fait que les travailleuses et les militantes des groupes de femmes n'ont pas le temps de lire, de réfléchir, d'analyser l'information et encore moins de diffuser leurs positions critiques. Or, comment séparer « l'essentiel de l'accessoire » ? L'une des clés de solution résiderait dans l'organisation du travail des groupes de femmes. La gestion de l'information nécessite maintenant de nouvelles ressources qu'elles soient financières, informatiques et même humaines.

Même si les répondantes disent être déprimées et angoissées par le flot d'informations, elles sont encore malgré tout à la recherche d'information qui leur seraient utiles pour leur travail féministe : « Au niveau des analyses et des débats, au contraire, je parle de sous-abondance. Même, d'une certaine pauvreté du matériel informationnel en terme d'analyses féministes et en termes de débats féministes», affirme l'une des participantes aux groupes de discussion. Il faut alors retenir que les participantes à cette recherche-action souhaitent davantage produire, diffuser et avoir accès à des analyses féministes d'une part. Elles déplorent que le traitement médiatique des enjeux qui touchent les femmes et les groupes de femmes leur soit souvent défavorable. Par conséquent, les participantes aux groupes de discussion ont fait ressortir les enjeux suivants qui mettent en perspective les actions à mener dans la dite « société de l'information » : Contribuer à l'autonomie des citoyens et des citoyennes ; Et vive la démocratie en ligne... mais pas n'importe comment !; Contrer le sexisme et le discours masculiniste anti-féministe diffusé sur Internet ; Faire passer nos messages féministes dans les médias.

## **2. Garder le cap : des principes d'action**

On pourrait croire que le fait de vivre la surabondance de l'information a favorisé le développement d'une opinion négative par les participantes à l'égard des TIC, notamment Internet. Pourtant, sans repousser l'utilité d'Internet du revers de la main, les participantes reconnaissent qu'il faille davantage se pencher sur la logique pratique, le sens et la méthode de leurs usages des TIC, Internet en particulier: «C'est tout le monde qui a Internet et ça fait partie de l'évolution de la société, c'est correct. Mais il s'agit de voir comment on s'en sert» (une participante). Voici donc les principes d'action qui se dégagent des discussions de la recherche-action : Soyons cohérentes : posons-nous la question «pourquoi et comment utiliser Internet ?» ; Or, attention au contrôle et à l'exclusion. On peut effectivement être «in» ou «out» avec les TIC. Par conséquent, soyons nous-mêmes démocratiques et faisons attention au contrôle et à l'exclusion que nous pouvons nous-mêmes reproduire dans nos organisations ; Enjeux éthiques et la sécurité liés à l'accès à l'information ; Sortir des sentiers battus ; Être proactives pour rejoindre différents publics ; Porter et promouvoir une image positive des femmes et de leur mouvement.

## 4.2 Comment garder le cap sans se noyer dans la mer de l'information

### ■ Des principes d'action

Être cohérentes : pourquoi et comment utiliser Internet ?  
Attention au contrôle et à l'exclusion  
Enjeux éthiques et la sécurité liés à l'accès à l'information  
Sortir des sentiers battus : Être proactives pour rejoindre différents publics  
Porter et promouvoir une image positive des femmes et de leur mouvement

### ■ Des actions concrètes

Financer la mission du CDÉACF, c'est aussi financer son champ « condition féminine »  
Développer un média alternatif  
Rendre disponibles sur Internet des dossiers de presse thématiques  
Rendre visibles les nouvelles publications des groupes de femmes  
Rejoindre différents publics : recruter les retraitées et diffuser auprès des personnes immigrantes  
Fini la pollution par courriel !  
2 approches : déléguer ou s'approprier l'analyse

- a) Déléguer la production d'analyses à des ressources spécialisées
- b) S'approprier l'analyse en se donnant de la formation (sur la société de l'information, sur les usages des TIC et la documentation, sur les médias)

### 3. Garder la tête hors de l'eau : des conditions préalables

Cela dit, il faut se donner de bonnes conditions de base pour la mise en œuvre d'un plan d'action qui a pour objectif d'améliorer et de développer des pratiques informationnelles: Reconnaître qu'on peut et doit exploiter Internet comme moyen de mobilisation féministe ; Miser sur l'éducation à la citoyenneté et à la pensée critique ; Se donner du temps pour analyser ; Se donner des ressources financières et de la formation pour réaliser des analyses collectives ; S'assurer d'avoir des ressources humaines qui nous permettront de mieux gérer l'information ; Développer des habiletés de communication pour se donner de la crédibilité ; Mandater les regroupements nationaux ; Créer des alliances pour analyser collectivement et diffuser nos positions.

### 4. Surfer en toute liberté: des actions concrètes

De façon prioritaire, des participantes ont souligné l'importance de consolider financièrement le champ de la condition féminine au CDÉACF. Et de façon plus concrète, il se dégage une multitude de propositions : Développer un média alternatif ; Rendre disponibles sur Internet des dossiers de presse thématiques ; Rendre visibles les nouvelles publications des groupes de

femmes ; Rejoindre différents publics : recruter les retraitées et diffuser auprès des personnes immigrantes ; Mettre fin à la pollution par courriel (pourriels) !

## Conclusion

Au terme de cette recherche-action, trois pistes d'action ont été formulées par les participantes et entérinées par le CA du CDEACF :

1) Consolider, améliorer, promouvoir et favoriser l'appropriation des services existants du CDÉACF en condition féminine auprès de / par les groupes de femmes membres et non-membres du CDÉACF;

2) Développer des outils en soutien aux groupes de femmes, dans leurs pratiques en matière de gestion de l'information et de la documentation;

3) Mettre en place des lieux d'échanges et d'analyse : des pratiques informationnelles et documentaires ; et des enjeux pour les groupes de femmes dans la société de l'information.

En somme, des groupes de femmes membres du CDÉACF s'inscrivent peu à peu dans cette mouvance de la société civile pour le développement de sociétés des savoirs et *a contrario* de la logique cybernétique :

«Le projet réside dans ce que nous ferons de l'information, des risques et des potentiels qui lui sont attachés [...] Face à cette réalité multiforme de l'ère informationnelle, des actrices et acteurs de tous pays tentent à la fois de prévenir des risques, d'étudier et proposer des alternatives, de vivre et promouvoir la complexité en refusant les logiques d'enfermement dans une conception monolithique des sociétés de demain» (Ambrosi, Pimienta et Peugeot, 2005).

Il s'agit, d'une part, de résister à cette prose cybernétique qui incite les citoyens et les citoyennes à s'en remettre à ces experts de la production, de la gestion par le contrôle de l'information et des communications. Et d'autre part, le défi est davantage celui de s'engager de façon responsable et éthique dans l'appropriation citoyenne et féministe des usages de l'information et des communications. Tel que le formule le *Conseil supérieur du travail social français* de 2001, il nous apparaît donc nécessaire d'adresser ces questions à la relève du travail social:

«Le travail social n'est pas à l'écart des influences de la société de l'information, même s'il n'en prend pas une conscience nette, même s'il n'en perçoit pas toutes les interpellations et même s'il se positionne encore sur certains sujets de manière défensive. Il doit pourtant s'interroger, de sa place, sur le concept même de société de l'information : société de l'information pour qui ? Pour servir quelles finalités ? Avec quels types d'appropriation sociale ? Pour quels usages ? Au service de quels besoins sociaux ? Pour quelles opportunités ? Avec quels dangers et donc quelles précautions à prendre ? Avec quels risques en termes d'exclusions ou de nouvelles exclusions ?».

## Bibliographie

- AMBROSI, A., PIMIANTA, D. et V. PEUGEOT (dir.) (2005). *Enjeux de mots : regards multiculturels sur les sociétés de l'information*, C et F Éditions. Disponible en ligne à : [http://www.vecam.org/article.php3?id\\_article=603&nemo=edm](http://www.vecam.org/article.php3?id_article=603&nemo=edm) (consulté en juin 2006).
- BOUCHARD, Louise (2001). Chap.10 «Travail social et technologies de l'information et des communications» dans DORVIL, Henri et Robert MAYER (dir.) *Problèmes sociaux : études de cas et interventions sociales*, Tome II, Les presses de l'université du Québec.
- CASTELLS, M. (1998), *La société en réseaux : l'ère de l'information*, Éditions Fayard, Edition, Tome I, Paris.
- CONSEIL SUPÉRIEUR DU TRAVAIL SOCIAL (2001). *Nouvelles technologies de l'information et de la communication et travail social*, Rapport du groupe d'étude, France. Résumé disponible en ligne à : [http://www.social.gouv.fr/htm/pointsur/travail\\_soc/conseil\\_sts/nouvelles.htm#top](http://www.social.gouv.fr/htm/pointsur/travail_soc/conseil_sts/nouvelles.htm#top)
- FISCHER, Hervé (2003). *Cyberprométhée*, VLB éditeur (Gestations), Montréal.
- HUOT, François et Yves COUTURIER (sous la direction de) (2004). Dossier : «Une pragmatique de la théorie», dans la revue *Nouvelles Pratiques Sociales*, 16(2) : 241 pages.
- JAURÉGUIBERRY, Francis et Serge PROULX. (dir.) (2002). *Internet, nouvel espace citoyen ?*, L'Harmattan, collection Logiques sociales, 249 pages.
- KUHN, Thomas (1983). *La structure des révolutions scientifiques*, coll. Champs aux éditions Flammarion, 1ère édition en 1960, 284 pages.
- LAFONTAINE, Céline (2004). *L'empire cybernétique. Des machines à penser à la pensée machine*, Seuil, 236 pages.
- MATTELART, Armand (2001). *Histoire de la société de l'information*, La Découverte, 124 pages.

MILLERAND, Florence (1999). *Les TIC et les femmes : bibliographie critique annotée*, étude réalisée dans le cadre du projet Internet au Féminin. Disponible en ligne à : <http://netfemmes.cdeacf.ca/documents/bibliofemmes.html>

MILLERAND, Florence (1998). *Les usages des NTIC: Approches de la diffusion, de l'innovation et de l'appropriation*, Essai synthèse de doctorat en communication, UdeM. Disponible sur le site de la revue COMMposite: [http://commposite.uqam.ca/99.1/articles/ntic\\_2.htm](http://commposite.uqam.ca/99.1/articles/ntic_2.htm)

RABOY, Marc et Normand LANDRY (2004). *La communication au cœur de la gouvernance globale. Enjeux et perspectives de la société civile au Sommet mondial sur la société de l'information*, Département de communication, université d Montréal, 204 pages.

UNESCO (2005). *Vers les sociétés du savoir*, rapport mondial de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Editions UNESCO, 221 pages.

### **Publications parues ou à paraître :**

JOCHEMS, Sylvie, MACNAUGHTON-OSLER, Katherine et Marie-Claude LABERGE (2008 à confirmer). «Surfer sur la mer de l'information ou comment garder le cap sans se noyer?: recherche-action auprès de groupes de femmes membres du CDÉACF», dans JOCHEMS, Sylvie et Maryse RIVARD (dir.) Dossier : TIC et citoyenneté : de nouvelles pratiques sociales dans la «société de l'information», revue *Nouvelles Pratiques Sociales*, Presses de l'université du Québec, 21(1).

JOCHEMS, Sylvie, MACNAUGHTON-OSLER, Katherine et Marie-Claude LABERGE (2008). «Les praTIC de groupes de femmes du Québec: une parole engagée», dans BRUN, Josette (dir.) *Parole des femmes, silence des médias ? La culture d'expression française en Amérique du Nord de la Nouvelle-France à nos jours*, CEFAN, Presses de l'université Laval.

JOCHEMS, Sylvie, Katherine MACNAUGHTON-OSLER et Marie-Claude LABERGE (juin 2007). *Surfer sur la mer de l'information ou comment garder le cap sans se noyer ? Recherche-action sur les pratiques informationnelles et les besoins des groupes de femmes membres du CDÉACF*, Rapport de la recherche-action. Disponible en ligne à : <http://netfemmes.cdeacf.ca/pratinfos/projet.php>

JOCHEMS, Sylvie (2007). Chap. 15 : «La fracture numérique : un problème social ?» dans H. Dorvil (ed) *Les problèmes sociaux*, tome IV, PUQ.

JOCHEMS, Sylvie (2007). «Les Pra-TIC en organisation communautaire au Québec», dans BOURQUE, COMEAU, FAVREAU et FRÉCHETTE (dir.) *L'organisation communautaire : fondements, approches et champs de pratique*, PUQ, chap. 21 : 325-338.